

Il est également demandé de répondre spécifiquement à la première question sur la base des données collectées en Belgique pendant la durée de cette convention.

Si ce rapport n'est pas communiqué à la date mentionnée ci-dessus, la Commission, en informe le Ministre. Celui-ci peut prendre la décision de suspendre le remboursement du dispositif.

La Commission utilisera le rapport final qui évalue le dispositif comme base pour rédiger un règlement définitif. Ce règlement sera soumis au Ministre par l'intermédiaire de la Commission.

10. Droit de résiliation pour chaque partie prenante

La convention entre en vigueur le 1^{er} août 2015 jusqu'au 31 décembre 2019 inclus mais peut toujours être résiliée par l'Inami ou par un établissement hospitalier par lettre recommandée à la poste, adressée à l'autre partie, en respectant le délai de résiliation de 3 mois qui prend cours le premier jour du mois suivant la date d'envoi de la lettre recommandée.

Elle expire dès que l'établissement hospitalier ne répond plus aux dispositions de cette convention.

11. Divers

A la demande de la Commission ou de l'évaluateur, une réunion peut être organisée à tout moment. "

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} août 2015.

Bruxelles, le 26 novembre 2015.

Mme M. DE BLOCK

Er wordt ook gevraagd de eerste vraag specifiek te beantwoorden op basis van de verzamelde gegevens in België tijdens de looptijd van deze overeenkomst.

Indien dat verslag niet op de voormelde datum wordt meegedeeld, brengt de Commissie de Minister daarvan op de hoogte. Deze kan beslissen om de terugbetaling van het hulpmiddel stop te zetten.

De Commissie zal het eindverslag waarin het hulpmiddel wordt geëvalueerd, als basis kunnen gebruiken voor het opstellen van een definitieve regeling. Die regeling zal door de Commissie aan de Minister worden voorgelegd.

10. Opzeggingsrecht voor elke betrokken partij

De overeenkomst treedt in werking op 1 augustus 2015 tot en met 31 december 2019 maar kan steeds door het RIZIV of door een verplegingsinrichting worden opgezegd met een ter post aangetekende brief die aan de andere partij wordt gericht, mits inachtneming van een opzeggingstermijn van 3 maanden die ingaat op de eerste dag van de maand volgend op de datum van verzending van de aangetekende brief.

De overeenkomst verstrijkt zodra de verplegingsinrichting niet meer aan de bepalingen van deze overeenkomst voldoet.

11. Varia

Op verzoek van de Commissie of van de evaluator kan er op elk moment een vergadering worden georganiseerd. "

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 augustus 2015.

Brussel, 26 november 2015.

Mevr. M. DE BLOCK

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2015/09549]

18 NOVEMBRE 2015. — Arrêté royal relatif à l'assistance en justice du personnel judiciaire ainsi que des magistrats et à l'indemnisation des dommages aux biens encourus par eux

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code judiciaire, les articles 353bis, alinéa 2, 354, alinéa 5, et 363, alinéa 4, insérés par la loi du 10 avril 2014;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances du 30 janvier 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 avril 2015;

Vu l'accord du Ministre chargé de la Fonction publique, donné le 7 mai 2015;

Vu le protocole n° 425 consignant les conclusions de la négociation au sein du comité de secteur III-Justice, en date du 6 juillet 2015;

Vu le protocole n° 30 relatif aux conclusions de la négociation au sein du comité de négociation pour les greffiers, référendaires et juristes de parquet de l'ordre judiciaire du 6 juillet 2015;

Vu l'avis 58.111/3 du Conseil d'Etat donné le 12 octobre 2015 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable :

- 1° aux magistrats de l'Ordre judiciaire;
- 2° aux juges sociaux;
- 3° aux juges consulaires;
- 4° aux conseillers sociaux;
- 5° aux référendaires et aux juristes de parquet près les cours et près les tribunaux;
- 6° aux greffiers;
- 7° aux secrétaires;
- 8° au personnel des greffes, des secrétariats de parquet et des services d'appui;
- 9° aux attachés au service de la documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de cassation.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2015/09549]

18 NOVEMBER 2015. — Koninklijk besluit betreffende rechtshulp aan het gerechtspersoneel en de magistraten en de schadeloosstelling van de door hen opgelopen zaakschade

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek, artikelen 353 bis, tweede lid, 354, vijfde lid, en 363, vierde lid, ingevoegd bij de wet van 10 april 2014;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën d.d. 30 januari 2015;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, d.d. 9 april 2015;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister belast met Ambtenarenzaken, d.d. 7 mei 2015;

Gelet op het protocol nr.425 houdende de besluiten van de onderhandelingen van Sectorcomité III-Justitie van 6 juli 2015;

Gelet op het protocol nr 30. houdende de besluiten van de onderhandelingen van het onderhandelingscomité voor de griffiers, referendarissen en parketjuristen van de rechterlijke orde van 6 juli 2015;

Gelet op het advies 58.111/3 van de Raad van State, gegeven op 12 oktober 2015 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op :

- 1° de magistraten van de rechterlijke orde;
- 2° de rechters in sociale zaken;
- 3° de rechters in handelszaken;
- 4° de raadsheren in sociale zaken;
- 5° de referendarissen en de parketjuristen bij de hoven en rechtbanken;
- 6° de griffiers;
- 7° de secretarissen;
- 8° het personeel van de griffies, van de parketsecretariaten en van de steundiensten;
- 9° de attachés in de dienst voor documentatie en overeenstemming der teksten bij het Hof van Cassatie.

CHAPITRE II. — *Assistance en justice*

Art. 2. § 1^{er}. L'assistance en justice est accordée à une personne visée à l'article 1^{er} qui :

- 1° est citée en justice ou contre laquelle l'action publique est intentée pour des actes ou des négligences commis dans l'exercice de ses fonctions;
- 2° est victime, dans l'exercice de ses fonctions d'un dommage physique ou matériel qui n'est pas indemnisé conformément au chapitre III.

L'Etat fédéral peut accorder une assistance en justice à une personne visée à l'article 1^{er} qui intente une action en justice ou dépose plainte auprès des autorités judiciaires lorsqu'il est mis en cause dans l'exercice de ses fonctions.

§ 2. L'assistance en justice peut consister :

- 1° en la prise en charge, éventuellement sous condition, des frais et honoraires de l'avocat choisi par une personne visée à l'article 1^{er}, ainsi que des frais inhérents à la procédure judiciaire;
- 2° en une prise en charge des frais de justice auxquels la personne visée à l'article 1^{er} est condamnée pour des faits commis ou des négligences dans l'exercice de ses fonctions;
- 3° en la mise à disposition d'un avocat.

Art. 3. L'assistance en justice est refusée à la personne visée à l'article 1^{er} contre laquelle l'Etat fédéral intente une action en dommages et intérêts ou une action récursoire.

L'assistance en justice est également refusée à la personne visée à l'article 1^{er} qui intente une action contre l'Etat fédéral.

L'assistance en justice peut également être refusée à la personne visée à l'article 1^{er} qui intente une action contre un autre membre du personnel de l'ordre judiciaire ou un magistrat.

Art. 4. L'assistance en justice est refusée lorsque :

- 1° les faits ne présentent manifestement aucun lien avec l'exercice des fonctions;
- 2° il est manifeste que la personne visée à l'article 1^{er} a commis un dol ou une faute lourde ou qu'il a, en tant que victime, refusé d'emblée et sans motifs fondés la médiation pénale visée à l'article 216ter, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code d'instruction criminelle.

Si l'assistance en justice est accordée sur la base d'une déclaration mensongère ou qui passait sous silence des informations pertinentes de sorte que l'assistance aurait dû être refusée conformément à l'alinéa 1^{er}, le remboursement des honoraires et des frais est exigé.

Art. 5. § 1^{er}. Lorsque l'assistance en justice a été refusée en application de l'article 4 et qu'il ressort d'une décision judiciaire définitive que ce refus n'était pas fondé, la personne visée à l'article 1^{er} a droit au remboursement des frais qu'il a exposés pour assurer sa défense, sans préjudice des dispositions de l'article 6, § 1^{er}, alinéa 4, 7°.

Le créancier introduit à cet effet une demande écrite de remboursement par lettre recommandée auprès du président de comité de direction du SPF Justice. Il joint à cette demande une copie de la décision judiciaire ainsi que l'état des honoraires et frais qu'il a exposés pour assurer sa défense, accompagné des pièces probantes y afférentes.

§ 2. Lorsque l'assistance en justice a été accordée en application d'une disposition dérogeant à l'article 4 et, pour autant que la personne visée à l'article 1^{er} en ait été expressément avertie au moment de l'octroi de cette assistance, le remboursement des honoraires et frais peut être exigé s'il ressort de la décision judiciaire définitive que la personne visée à l'article 1^{er} a commis un dol ou une faute lourde.

Art. 6. § 1^{er}. La personne visée à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, qui souhaite obtenir une assistance en justice, introduit à cet effet une demande écrite auprès du président du comité de direction du SPF Justice.

Cette demande est formulée dans les plus brefs délais après avoir pris connaissance de l'action intentée à son égard.

En cas d'urgence, cette demande peut être formulée par un autre moyen de communication, pour autant qu'elle soit confirmée ultérieurement par un écrit.

HOOFDSTUK II. — *Rechtshulp*

Art. 2. § 1. Rechtshulp wordt toegekend aan een in artikel 1 bedoelde persoon die :

- 1° in rechte gedagvaard wordt of tegen wie strafvordering wordt ingesteld wegens daden gesteld of verzuim begaan bij de uitoefening van zijn functies;
- 2° het slachtoffer is, bij de uitoefening van zijn functies, van fysieke of materiële schade die niet vergoed is overeenkomstig hoofdstuk III.

De federale Staat kan rechtshulp toekennen aan een in artikel 1 bedoelde persoon die een rechtsvordering instelt of klacht indient bij de gerechtelijke instanties wanneer hij aangesproken wordt bij de uitoefening van zijn functies.

§ 2. Rechtshulp kan bestaan uit :

- 1° een tenlasteneming, eventueel onder voorwaarden, van de honoraria en de kosten van de door de in artikel 1 bedoelde persoon gekozen advocaat, alsook van de kosten inherent aan de gerechtelijke procedure;
- 2° een tenlasteneming van de gerechtskosten waartoe de in artikel 1 bedoelde persoon in rechte veroordeeld wordt wegens feiten gepleegd of verzuim begaan bij de uitoefening van zijn functies;
- 3° de terbeschikkingstelling van een advocaat.

Art. 3. Rechtshulp wordt geweigerd aan de in artikel 1 bedoelde persoon tegen wie de federale Staat een vordering tot schadeloosstelling of een regresvordering instelt.

Rechtshulp wordt ook geweigerd aan de in artikel 1 bedoelde persoon die een vordering tegen de federale Staat instelt.

Rechtshulp kan ook geweigerd worden aan de in artikel 1 bedoelde persoon die een vordering instelt tegen een ander personeelslid van de rechterlijke orde of een magistraat.

Art. 4. Rechtshulp wordt geweigerd wanneer :

- 1° de feiten kennelijk geen verband houden met de uitoefening van de functies;
- 2° kennelijk blijkt dat de in artikel 1 bedoelde persoon bedrog heeft gepleegd of een zware fout heeft begaan, of dat hij, als slachtoffer, van meet af aan en zonder gegronde redenen de in artikel 216ter, § 1, eerste lid, van het Wetboek van strafvordering bedoelde strafbemiddeling heeft geweigerd.

Indien de rechtshulp verleend werd op basis van een leugenachtige verklaring of van een verklaring die relevante informatie heeft achtergehouden zodanig dat de hulp had moeten worden geweigerd overeenkomstig het eerste lid, wordt de terugbetaling van de honoraria en de kosten geëist.

Art. 5. § 1. Wanneer rechtshulp werd geweigerd met toepassing van artikel 4 en uit een definitieve rechterlijke beslissing blijkt dat die weigering ongegrond was, heeft de in artikel 1 bedoelde persoon recht op de terugbetaling van de kosten die hij heeft gedragen om voor zijn verdediging in te staan, onverminderd de bepalingen van artikel 6, § 1, vierde lid, 7°.

De schuldeiser dient hiertoe, bij een aangetekende brief, een schriftelijke aanvraag in bij de voorzitter van het directiecomité van de FOD Justitie. Bij deze aanvraag voegt hij een afschrift van de rechterlijke beslissing en de staat van de honoraria en de kosten die hij voor zijn verdediging heeft gedragen, vergezeld van de bewijsstukken die er betrekking op hebben.

§ 2. Wanneer rechtshulp werd verleend met toepassing van een bepaling die van artikel 4 afwijkt kan, voor zover de in artikel 1 bedoelde persoon uitdrukkelijk daarvan verwittigd werd op het tijdstip dat die hulp verleend wordt, de terugbetaling van het ereloon en de kosten geëist worden indien uit de definitieve rechterlijke beslissing blijkt dat de in artikel 1 bedoelde persoon bedrog heeft gepleegd of een zware fout heeft begaan.

Art. 6. § 1. De in artikel 2, § 1, eerste lid, 1°, bedoelde persoon die rechtshulp wenst, dient hiertoe een schriftelijke aanvraag in bij de voorzitter van het directiecomité van de FOD Justitie.

Deze aanvraag gebeurt zo spoedig mogelijk na de kennisneming van de tegen hem gerichte vordering.

In spoedeisende gevallen kan de aanvraag via een ander communicatiemiddel gebeuren, mits zij naderhand schriftelijk bevestigd wordt.

Cette demande contient :

- 1° l'indication de la date;
- 2° l'identité, la fonction, le cas échéant le grade ou la classe ainsi que le lieu habituel de travail du demandeur;
- 3° une description circonstanciée de l'affaire;
- 4° une copie de la citation ou de l'acte introductif d'instance;
- 5° l'identité et le domicile des témoins éventuels;
- 6° s'il y échet, l'identité, le domicile et le numéro de téléphone de l'avocat choisi;
- 7° un projet de convention par laquelle l'Etat est subrogé dans les droits de la personne visée à l'article 1^{er} qui a obtenu l'assistance en justice en ce qui concerne les honoraires de l'avocat choisi et les frais de justice. En vertu de cette convention, l'Etat fédéral peut examiner et contester les honoraires de l'avocat sur la base des prestations accomplies, récupérer les frais de justice et honoraires d'avocat à charge de la partie adverse ainsi que l'éventuelle indemnité de procédure.

La demande se termine par les mots « J'affirme sur l'honneur que la présente demande est sincère et complète ».

Si la personne visée à l'article 1^{er} est dans l'impossibilité d'introduire elle-même cette demande, elle peut l'être par une autre personne. Dans ce cas, la demande mentionne également l'identité et la qualité de cette personne ainsi que la raison de la substitution.

Au plus tard dix jours ouvrables après la réception de la demande, et à chaque degré de la procédure, le président du comité de direction du SPF Justice informe le demandeur par écrit que l'assistance en justice est accordée ou non, et s'il échet, à quelles conditions; il précise les motifs du refus ou les conditions émises. A défaut de réponse dans ce délai, la décision est réputée favorable.

Le président du comité de direction du SPF Justice met fin à l'assistance en justice s'il est démontré que la demande était gravement mensongère ou si la demande a passé sous silence des informations pertinentes. En ce cas, les dispositions de l'article 5, § 1^{er}, sont, s'il y échet, d'application.

§ 2. La personne visée à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^e, 2^e et alinéa 2, qui souhaite obtenir une assistance en justice introduit à cet effet dans les plus brefs délais et au plus tard, sous peine de non-recevabilité, quinze jours après avoir intenté l'action en justice, une demande par lettre recommandée, adressée au président du comité de direction du SPF Justice.

Les dispositions du § 1^{er}, alinéas 3 à 8, s'appliquent à cette demande.

§ 3. Lorsque la personne visée à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, poursuit par son action ou sa plainte un dédommagement purement moral, le président du comité de direction du SPF Justice peut décider, après avoir entendu l'intéressé, de ne pas prendre en charge les frais inhérents à la procédure judiciaire, les honoraires de son avocat, ni d'en mettre un à sa disposition.

Art. 7. Si l'assistance en justice consiste en l'intervention visée à l'article 2, § 2, 1^o, et si la personne visée à l'article 1^{er} décide de remplacer son avocat, il avertit, sans retard le président du comité de direction du SPF Justice. Dans ce cas, la convention visée à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 4, 7^o, est adaptée.

Art. 8. Si l'assistance en justice consiste en l'intervention visée à l'article 2, § 2, 1^o, la personne visée à l'article 1^{er} ou son avocat informe le président du comité de direction du SPF Justice du déroulement de la cause.

CHAPITRE III. — *Domage aux biens*

Art. 9. A sa demande, la personne visée à l'article 1^{er} peut être indemnisée pour le dommage aux biens dont il est propriétaire ou détenteur lorsqu'il est établi que le dommage a été causé en relation avec l'exercice de ses fonctions.

L'indemnisation peut être soumise à condition, notamment de dépôt d'une plainte ou d'assignation en justice du tiers responsable.

Art. 10. L'indemnisation est exclue, lorsque le dommage est dû à une faute intentionnelle, une faute lourde imputable à la personne visée à l'article 1^{er} ou à une faute légère qui présente dans son chef un caractère habituel plutôt qu'accidentel.

Deze aanvraag bevat :

- 1° de vermelding van de datum;
- 2° de identiteit, de functie, desgevallend de graad of de klasse, alsook de gewone plaats van tewerkstelling van de aanvrager;
- 3° een omstandige beschrijving van de zaak;
- 4° een afschrift van de dagvaarding of van de akte van rechtsingang;
- 5° de identiteit en de woonplaats van de eventuele getuigen;
- 6° desgevallend, de identiteit, de woonplaats en het telefoonnummer van de gekozen advocaat;
- 7° een ontwerp van overeenkomst waarmee de federale Staat in de plaats treedt van de rechten van de in artikel 1 bedoelde persoon die rechtshulp bekomen heeft wat de honoraria van de gekozen advocaat en de gerechtskosten betreft. Krachtens deze overeenkomst, kan de federale Staat de honoraria van de advocaat onderzoeken en betwisten op basis van de geleverde prestaties, de gerechtskosten en het ereloon van de advocaat terugeisen van de tegenpartij, alsook de eventuele rechtsplegingsvergoeding.

De aanvraag eindigt met de woorden "Ik bevestig op mijn eer dat deze verklaring oprecht en volledig is".

Indien de in artikel 1 bedoelde persoon in de onmogelijkheid verkeert om deze aanvraag zelf in te dienen, kan zij door een andere persoon worden ingediend. In dat geval worden in de aanvraag eveneens de identiteit en hoedanigheid van deze persoon, alsmede de reden van de indeplaatsstelling vermeld.

Uiterlijk tien werkdagen na ontvangst van de aanvraag en in elke graad van de procedure, deelt de voorzitter van het directiecomité van de FOD Justitie aan de aanvrager schriftelijk mee of de rechtshulp hem al dan niet en, desgevallend, onder welke voorwaarden wordt toegekend; hij geeft de redenen van weigering of de opgelegde voorwaarden op. Bij gebreke van een antwoord binnen deze termijn, wordt de beslissing geacht gunstig te zijn.

De voorzitter van het directiecomité van de FOD Justitie stelt een einde aan de rechtshulp indien bewezen is dat de aanvraag een ernstig leugenachtig karakter vertoont of indien in de aanvraag relevante informatie werd achtergehouden. In dit geval zijn desgevallend de bepalingen van artikel 5 § 1, van toepassing.

§ 2. De in artikel 2, § 1, eerste lid, 2^o, en tweede lid, bedoelde persoon die rechtshulp wenst, dient hiertoe zo spoedig mogelijk en uiterlijk, op straffe van verval, vijftien dagen na het instellen van de rechtsvordering, per aangetekende brief een aanvraag in gericht aan de voorzitter van het directiecomité van FOD Justitie.

De bepalingen van § 1, derde tot achtste lid, zijn van toepassing op deze aanvraag.

§ 3. Wanneer de in artikel 2, § 1, tweede lid, bedoelde persoon met zijn vordering of zijn klacht een louter morele schadevergoeding nastreeft, kan de voorzitter van het directiecomité van de FOD Justitie, na de betrokkene gehoord te hebben, beslissen de kosten inherent aan de gerechtelijke procedure en de honoraria van zijn advocaat niet ten laste te nemen, noch een advocaat te zijner beschikking te stellen.

Art. 7. Als de rechtshulp bestaat uit de tussenkomst bedoeld in artikel 2, § 2, 1^o, en indien de in artikel 1 bedoelde persoon beslist zijn advocaat te vervangen, verwittigt hij onverwijld de voorzitter van het directiecomité van FOD Justitie. In dit geval wordt de bij artikel 6 § 1, vierde lid, 7^o, bedoelde overeenkomst aangepast.

Art. 8. Als de rechtshulp bestaat uit de tussenkomst bedoeld in artikel 2, § 2, 1^o, licht de in artikel 1 bedoelde persoon of zijn advocaat de voorzitter van het directiecomité van de FOD Justitie in over het verloop van het geding.

HOOFDSTUK III. — *Zaakschade*

Art. 9. De in artikel 1 bedoelde persoon kan op zijn vraag worden vergoed voor de schade aan goederen waarvan hij eigenaar of houder is wanneer vastgesteld is dat de schade berokkend werd in verband met de uitoefening van zijn functies.

De schadeloosstelling kan aan voorwaarden worden onderworpen, inzonderheid de neerlegging van een klacht of de dagvaarding van de aansprakelijke derde.

Art. 10. De schadeloosstelling is uitgesloten wanneer de schade te wijten is aan een opzettelijke fout, een zware fout begaan door de in artikel 1 bedoelde persoon of een lichte fout die bij hem eerder gewoonlijk dan toevallig voorkomt.

Il en va de même, à concurrence du montant accordé ou à accorder, lorsque le dommage a été ou est susceptible d'être indemnisé :

- 1° en vertu d'une assurance contractée par la personne visée à l'article 1^{er} ou à son profit, sous réserve du défaut de paiement par l'organisme assureur dans le délai d'un an à partir de la réalisation du dommage;
- 2° à titre de frais de justice en matière répressive.

Si l'indemnisation a été accordée sur la base d'une déclaration mensongère ou qui passait sous silence des informations pertinentes de sorte qu'elle aurait dû être refusée, le remboursement de l'indemnisation est exigé.

Art. 11. Sauf force majeure, la demande visée à l'article 9 n'est prise en considération que pour autant que, dans les huit jours de la constatation du dommage, la personne visée à l'article 1^{er} ait informé par écrit le service désigné par le président du comité de direction du SPF Justice pour recevoir les demandes de l'existence de ce dommage.

Art. 12. § 1^{er}. La personne visée à l'article 1^{er} adresse au président du comité de direction du SPF Justice, dans les trente jours de la constatation du dommage, une demande d'indemnité.

Cette demande est signée par le demandeur et contient les mentions suivantes :

- 1° l'indication de la date;
- 2° l'identité, la fonction, le cas échéant le grade ou la classe, le lieu habituel de travail, le domicile et le numéro de compte du demandeur;
- 3° une description sommaire des circonstances dans lesquelles est survenu le dommage, en ce compris l'indication de la date et du lieu;
- 4° une description du dommage subi aux biens, ainsi que l'évaluation de la valeur résiduelle des biens endommagés ou des coûts de réparation;
- 5° l'indication des noms, prénoms, profession et domicile des témoins éventuels, ainsi que le cas échéant, du tiers présumé responsable;
- 6° le cas échéant, la mention du fait qu'il a été dressé procès-verbal, qu'il a été déposé plainte à l'encontre du tiers présumé responsable ou que celui-ci a été mis en demeure, une copie de la mise en demeure est jointe en ce cas à la demande;
- 7° le cas échéant, la mention du fait que la personne visée à l'article 1^{er} s'est constituée partie civile;
- 8° l'indication des autres moyens dont dispose la personne visée à l'article 1^{er} pour obtenir la réparation du dommage, ou l'indication de leur défaut ainsi que, le cas échéant, l'indication de l'indemnisation obtenue en vertu de l'un ou l'autre de ces moyens;
- 9° un projet de convention par laquelle l'Etat fédéral est subrogé dans les droits et actions de la personne visée à l'article 1^{er} à concurrence des sommes payées.

§ 2. A la demande sont jointes les pièces justificatives des éléments y indiqués.

La demande se termine par les mots « J'affirme sur l'honneur que la présente déclaration est sincère et complète ».

Art. 13. Sans préjudice d'une décision judiciaire ultérieure relative au fait dommageable, le président du comité de direction du SPF Justice fixe, dans chaque cas, sur base des éléments de preuve avancés par l'intéressé et des données concrètes de la cause, le montant de l'indemnité qui lui sera versé.

CHAPITRE IV. — Dispositions communes

Art. 14. Si, après avoir sollicité l'assistance en justice conformément aux dispositions du chapitre II, ou l'indemnisation du dommage aux biens, conformément aux dispositions du chapitre III, la personne visée à l'article 1^{er} est mise à la pension, démissionnée, perd sa fonction sur base de son inaptitude médicale ou ne bénéficie plus d'un contrat de travail, l'assistance ou l'indemnisation lui reste due.

Hetzelfde geldt, ten belope van het verleende of te verlenen bedrag, wanneer de schade werd of kan worden vergoed :

- 1° krachtens een verzekering die door de in artikel 1 bedoelde persoon of in zijn voordeel werd aangegaan, behoudens niet-betaling door de verzekeraar binnen een termijn van één jaar te rekenen vanaf het ontstaan van de schade;
- 2° als gerechtskosten in strafzaken.

Indien de schadeloosstelling werd verleend op basis van een leugenachtige verklaring of van een verklaring waarin relevante informatie werd achtergehouden zodanig dat zij had moeten worden geweigerd, wordt de terugbetaling van de schadeloosstelling geëist.

Art. 11. De in artikel 9 bedoelde aanvraag wordt slechts in aanmerking genomen voor zover de in artikel 1 bedoelde persoon, behoudens overmacht, binnen acht dagen na de vaststelling van de schade, de dienst die de voorzitter van het directiecomité van FOD Justitie heeft aangewezen om de aanvragen te ontvangen, schriftelijk op de hoogte heeft gebracht van het bestaan van de schade.

Art. 12. § 1. De in artikel 1 bedoelde persoon richt binnen dertig dagen te rekenen van de vaststelling van de schade, een vergoedingsaanvraag tot de voorzitter van het directiecomité van de FOD Justitie.

Die aanvraag wordt door de aanvrager ondertekend en omvat de volgende vermeldingen :

- 1° de vermelding van de datum;
- 2° de identiteit, de functie, desgevallend de graad of de klasse, de gewone plaats van de tewerkstelling, de woonplaats en het rekeningnummer van de aanvrager;
- 3° een korte beschrijving van de omstandigheden waarin de zaakschade werd geleden, met vermelding van de datum en de plaats;
- 4° een beschrijving van de geleden zaakschade, alsook de begroting van de restwaarde van de beschadigde goederen of van de herstelkosten;
- 5° de vermelding van de naam, voornamen, het beroep en de woonplaats van de eventuele getuigen en, in voorkomend geval, van de aansprakelijk geachte derde;
- 6° in voorkomend geval, de vermelding dat proces-verbaal is opgemaakt, dat een klacht is ingediend tegen de aansprakelijk geachte derde of dat de aansprakelijk geachte derde in gebreke werd gesteld, in welk geval een kopie van de ingebrekestelling bij de aanvraag wordt gevoegd;
- 7° in voorkomend geval, de vermelding van het feit dat de in artikel 1 bedoelde persoon zich burgerlijke partij heeft gesteld;
- 8° de vermelding van de andere middelen waarover de in artikel 1 bedoelde persoon beschikt om herstel van de geleden schade te bekomen, of de vermelding van de ontstentenis ervan, evenals in voorkomend geval, de vermelding van de krachtens één of meer van deze middelen verkregen schadevergoeding;
- 9° een ontwerp van overeenkomst waardoor de federale Staat in de rechten en vorderingen treedt van de in artikel 1 bedoelde persoon ten belope van de betaalde sommen.

§ 2. Bij de aanvraag worden de stukken gevoegd tot staving van de verschillende elementen ervan.

De aanvraag eindigt met de woorden "Ik bevestig op mijn eer dat deze verklaring oprecht en volledig is".

Art. 13. Onverminderd een latere rechterlijke uitspraak over het schadeverwekkende feit, bepaalt de voorzitter van het directiecomité van de FOD Justitie, op grond van de bewijselementen aangevoerd door de belanghebbende en de concrete gegevens van de zaak, voor elk geval, het bedrag van de vergoeding dat hem zal worden uitgekeerd.

HOOFDSTUK IV. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 14. Indien de in artikel 1 bedoelde persoon na rechtshulp overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk II, of de schadeloosstelling van de zaakschade, overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk III, te hebben aangevraagd op pensioen wordt gesteld, ontslag neemt, zijn functie verliest op grond van medische ongeschiktheid of over geen arbeidsovereenkomst meer beschikt, blijven de rechtshulp of de schadeloosstelling hem verschuldigd.

CHAPITRE 5. — *Dispositions finales*

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 16. Le ministre qui à la Justice dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 novembre 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2015/11473]

12 NOVEMBRE 2015. — Arrêté royal portant exécution de la loi du 24 avril 2014 relative à l'organisation de la représentation des indépendants et des P.M.E.

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté, est l'arrêté d'exécution de la loi du 24 avril 2014 relative à l'organisation de la représentation des indépendants et des PME.

Dans son avis du 31 juillet 2015, le Conseil d'Etat établit qu'il faudra en tout cas vérifier au regard de l'objectif poursuivi par le dispositif en projet en matière de traitement des données (v. article 4, § 1^{er}, 2^o de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel) si la collecte de ces données à caractère personnel est pertinente et non excessive en l'espèce (article 4, § 1^{er}, 3^o, de cette loi), autrement dit si l'exigence de proportionnalité est respectée. Le but dans lequel la liste électronique des membres est réclamée et les données nominatives sont collectées et traitées consiste en l'espèce à apporter la preuve que l'organisation professionnelle ou interprofessionnelle concernée satisfait aux critères d'agrément qui lui sont applicables, plus particulièrement le critère de représentativité. Le Conseil d'Etat fait également remarquer que : « S'il importe de connaître le nombre de membres affiliés à une organisation pour pouvoir évaluer la représentativité, il ne faut pas pour autant connaître l'identité et l'adresse de ceux-ci. ».

La mention de l'identité est en fait nécessaire pour pouvoir contrôler si certains membres ne sont pas renseignés à tort deux fois. Si l'identité des membres n'est pas communiquée il est impossible d'exclure les doubles comptabilisations non autorisées. De plus, la non communication de l'identité des membres pourrait avoir pour conséquence que certaines organisations interprofessionnelles transmettent un nombre fictif plus élevé de membres afin d'obtenir une plus grande représentation dans la section interprofessionnelle. Si seul le nombre de membres est communiqué, on ne peut pas vérifier si le nombre de membres est correct et s'il constitue un reflet exact de la réalité.

Il est également nécessaire que l'adresse des membres soit connue. Ceci, afin de vérifier que l'article 4, 6^o, de la loi du 24 avril 2014 relative à l'organisation de la représentation des indépendants et des P.M.E. et l'article 1^{er}, 1^o, du projet d'arrêté royal sont respectés. Conformément à ces articles, il est en effet nécessaire que les organisations aient des membres dans au moins cinq zones. On entend par zone une des dix provinces ou la région de Bruxelles-Capitale. Si l'adresse n'est pas communiquée, il n'est pas possible de contrôler le respect de ce critère. De plus, l'adresse est également nécessaire pour contrôler que des noms qui apparaissent à plusieurs reprises sur la liste des membres se rapportent ou non à des personnes différentes.

Enfin, il convient également d'ajouter que la seule communication du nombre de membres affiliés, de l'identité et de l'adresse ne suffit pas. Sur base de la loi du 24 avril 2014 relative à l'organisation de la représentation des indépendants et des P.M.E., il est par exemple également requis que les organisations aient un effectif de membres principalement composé d'indépendants et de P.M.E.. Afin de contrôler correctement ce critère, il est nécessaire que les organisations communiquent si le membre est ou non un indépendant ou une P.M.E.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 15. Dit besluit treedt in werking de dag waarop ze in het Belgisch staatsblad wordt bekendgemaakt.

Art. 16. De minister bevoegd voor Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 november 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2015/11473]

12 NOVEMBER 2015. — Koninklijk besluit tot uitvoering van de wet van 24 april 2014 betreffende de organisatie van de vertegenwoordiging van de zelfstandigen en de K.M.O.'s

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit voor te leggen, vormt het uitvoeringsbesluit van de wet van 24 april 2014 betreffende de organisatie van de vertegenwoordiging van de zelfstandigen en de KMO's.

In zijn advies van 31 juli 2015 stelt de Raad van State dat in ieder geval, in het licht van de doelstelling van de ontworpen regeling inzake gegevensverwerking (cfr. artikel 4, § 1, 2^o, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens), dient te worden nagegaan of de inzameling van de persoonsgegevens ter zake dienend en niet overmatig is (artikel 4, § 1, 3^o, van die wet), met andere woorden of voldaan is aan de evenredigheidsvereiste. Het doel waartoe de elektronische ledenlijst wordt opgevraagd en de nominatieve gegevens worden verzameld en verwerkt is strekt ertoe het bewijs te leveren dat de betrokken beroeps- of interprofessionele organisatie voldoet aan de op haar van toepassing zijnde erkenningscriteria, in het bijzonder het criterium van representativiteit. De Raad van State merkt tevens op: "Teneinde de representativiteit van een organisatie te kunnen beoordelen is het weliswaar van belang het aantal aangesloten leden te kennen maar daarom nog niet de identiteit en het adres ervan."

De mededeling van de identiteit is echter noodzakelijk om te kunnen controleren of bepaalde leden niet onterecht dubbel worden meegedeeld. Wanneer de identiteit van de leden niet wordt meegedeeld is het onmogelijk om de niet-toegelaten dubbelstellingen eruit te halen. Bovendien zou het niet meedelen van de identiteit van de leden tot gevolg kunnen hebben dat bepaalde interprofessionele organisaties een fictief hoger ledenaantal doorgeven teneinde een grotere vertegenwoordiging te hebben in de interprofessionele afdeling. Indien enkel en alleen het ledenaantal wordt meegedeeld kan niet worden gecontroleerd of het ledenaantal correct is en of dit een juiste weergave is van de werkelijkheid.

Ook is het noodzakelijk dat het adres van de leden gekend is. Dit om na te gaan of aan artikel 4, 6^o, van de wet van 24 april 2014 betreffende de organisatie van de vertegenwoordiging van de zelfstandigen en de K.M.O.'s alsook aan artikel 1, 1^o, van het ontwerp van koninklijk besluit is voldaan. Overeenkomstig deze artikelen is het namelijk noodzakelijk dat de organisaties leden hebben in ten minste vijf zones. Onder zone moet worden verstaan, een van de tien provincies of het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest. Indien er geen adres wordt meegedeeld is het niet mogelijk de naleving van dit criterium te controleren. Het adres is bovendien ook noodzakelijk om te controleren of namen die meerdere keren op de ledenlijsten voorkomen al dan niet verschillende personen zijn.

Tot slot dient ook te worden toegevoegd dat de mededeling van enkel en alleen het aantal aangesloten leden, de identiteit en het adres niet voldoende is. Zo is op basis van de wet van 24 april 2014 betreffende de organisatie van de vertegenwoordiging van de zelfstandigen en de K.M.O.'s bijvoorbeeld ook vereist dat de organisaties een ledenbestand hebben dat hoofdzakelijk uit zelfstandigen en kmo's bestaat. Teneinde dit criterium te kunnen controleren is het noodzakelijk dat de organisaties meedelen of het lid al dan niet een zelfstandige of K.M.O. is.